



## REQUÊTE SOUMIS A LA LTGVEAT

### FORMULAIRE T : DEMANDE D'AUTORISATION DE VENTE DE TABAC ET PRODUITS ASSIMILÉS AU TABAC

**Catégorie de la demande :**  
Exploiter un commerce

**Sous-catégorie de la demande :**  
Vente de tabac et produits assimilés au tabac

#### **REMARQUE PRÉLIMINAIRE IMPORTANTE**

L'activité faisant l'objet de la présente requête ne peut être exercée sans l'autorisation formelle de notre Direction.

Pour l'activité de vente de produits finis conditionnés de cannabis légal, le formulaire d'annonce y relatif doit également nous parvenir.

<https://www.ge.ch/document/pctn-ltgveat-formulaire-2-annonce-activite-vente-produits-finis-conditionnes-cannabis>

L'autorisation, strictement personnelle et intransmissible, ne peut être accordée qu'à une personne physique, soit pour son propre compte, soit pour le compte d'une société commerciale ou d'une personne morale qu'elle a, en fait et en droit, le pouvoir de diriger, d'engager et de représenter.

L'autorisation est délivrée à condition que le requérant offre, par ses antécédents et son comportement, toute garantie que l'établissement soit exploité conformément aux dispositions de la LTGVEAT et aux prescriptions en matière de police des étrangers, de sécurité sociale et de droit du travail (paiement des cotisations sociales des employés, respect du salaire minimum, etc.).

L'autorisation est délivrée pour un établissement et des locaux déterminés pour une période illimitée.

L'autorisation doit être requise lors de chaque création ou de reprise d'un commerce existant.

L'attention des requérants est attirée sur le fait que **la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir n'accepte et ne traite que les requêtes complètes munies de toutes les pièces requises.** Les dossiers incomplets seront retournés au requérant. Si l'instruction de la requête le nécessite, la Direction peut demander des documents supplémentaires ou des renseignements complémentaires.

Le traitement de la demande donnera lieu à la perception d'un émolument.

#### **1. REQUÉRANT (personne déposant la présente requête)**

Madame     Monsieur

Nom : ..... Prénom : .....

Nom de naissance : ..... Date de naissance : .....

Rue : ..... Numéro : .....

Localité: ..... NPA : .....

Canton : ..... Pays : .....

Téléphone : ..... E-mail: .....

**2. ENTREPRISE**

2.1 Numéro IDE : CHE - \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_

Raison sociale nom : .....

Nature juridique

- Société à responsabilité limitée (SàRL)     Société anonyme (SA)     Société coopérative
- Société en nom collectif (SNC)     Société en commandité     Société simple
- Entreprise individuelle     Fondation     Association

Rue : ..... Numéro : .....

NPA : ..... Localité : .....

Canton : ..... Pays : .....

Téléphone fixe : ..... E-mail: .....

Site internet : https:// .....

*En cas de pouvoir de signature collectif, veuillez saisir pour chaque représentants les coordonnées, même si elles sont identiques à celles du requérant. Si plus de 3 représentants, veuillez transmettre les coordonnées dans une page annexe comme indiqué ci-dessous.*

**2.2 Représentant 1 de l'entreprise<sup>1</sup>** Madame     Monsieur

Nom : ..... Prénom : .....

Nom de naissance : .....

Date de naissance (jour/mois/année) : .....

Rue : ..... Numéro : .....

Localité: ..... NPA : .....

Canton : ..... Pays : .....

Téléphone : ..... E-mail: .....

Nationalité : ..... Type de permis de travail : .....

Date de validité permis de travail (jour/mois/année) : .....

**2.3 Sécurité sociale et droit du travail :**L'entreprise ou le représentant de l'entreprise emploie t'elle ou a-t-elle employé durant les 12 derniers mois un employé soumis à l'AVS/AI ?     OUI     NONL'entreprise ou le représentant de l'entreprise emploie t'elle ou a-t-elle employé durant les 12 derniers mois un employé soumis à la LPP ?     OUI     NON**2.4 Représentant 2 de l'entreprise** Madame     Monsieur

Nom : ..... Prénom : .....

Nom de naissance : .....

Date de naissance (jour/mois/année) : .....

Rue : ..... Numéro : .....

Localité: ..... NPA : .....

Canton : ..... Pays : .....

Téléphone : ..... E-mail: .....

Nationalité : ..... Type de permis de travail : .....

Date de validité permis de travail (jour/mois/année) : .....

<sup>1</sup> On entend par représentant : les associés (pour la société simple, la SNC, et la société en commandite), le président et la personne qui exerce la direction de la société (pour la SA, la SARL, la Coopérative, la Fondation, et l'Association).

**2.5 Sécurité sociale et droit du travail :**

L'entreprise ou le représentant de l'entreprise emploie t'elle ou a-t-elle employé durant les 12 derniers mois un employé soumis à l'AVS/AI ?  OUI  NON

L'entreprise ou le représentant de l'entreprise emploie t'elle ou a-t-elle employé durant les 12 derniers mois un employé soumis à la LPP ?  OUI  NON

**3. ÉTABLISSEMENT**

**Si la demande concerne une vente par internet, renseigner uniquement le site internet**

Enseigne/nom de l'établissement : .....

Rue : ..... Numéro : .....

NPA : ..... Localité : .....

Canton : ..... Pays : .....

Téléphone : ..... E-mail : .....

Site internet : https://.....

**4. LOCAL DE L'ACTIVITÉ (catégorie de l'établissement)****4.1 Lieu d'activité Une seule coche possible**

*Si plusieurs lieux d'activité, veuillez remplir un formulaire pour chaque lieu*

- ETABLISSEMENT PUBLIC (poursuivre en remplissant le chapitre 4.2)
- MAGASIN (poursuivre directement au chapitre 5)
- INTERNET (poursuivre directement au chapitre 5)

**4.2 Catégorie de l'établissement voué à la restauration ou au débit de boissons (art 5 LRDBHD) Ne pas renseigner, si la demande concerne une vente par internet**

- CAFÉ-RESTAURANT
- BAR
- DANCING
- CABARET-DANCING
- BUVETTE PERMANENTE
- BUVETTE PERMANENTE DE SERVICE RESTREINT
- BUVETTE ASSOCIATIVE
- HOTEL
- AUTRE ETABLISSEMENT VOUÉ A L'HÉBERGEMENT
- SALON DE JEUX

## 5. LIEUX DE STOCKAGE

### 5.1 Lieu de stockage (une seule coche possible)

CAVE     DÉPÔT     MAGASIN

Rue : ..... Numéro : .....

NPA : ..... Localité : .....

Canton : ..... Pays : .....

### 5.2 Lieu de stockage (si plusieurs lieux de stockage)

CAVE     DÉPÔT     MAGASIN

Rue : ..... Numéro : .....

NPA : ..... Localité : .....

Canton : ..... Pays : .....

## 6. TITULAIRE DE L'AUTORISATION

Si la demande concerne un établissement public soumis à la LRDBHD, l'autorisation peut être accordée à l'exploitant de l'établissement, au propriétaire de l'établissement ou au représentant de la société

*Veillez saisir les informations de l'exploitant, même si elles sont identiques à celles du requérant*

### Exploitant

Madame     Monsieur

Nom : ..... Prénom : .....

Nom de naissance : .....

Date de naissance (jour/mois/année) : .....

Rue : ..... Numéro : .....

Localité: ..... NPA : .....

Canton : ..... Pays : .....

Téléphone : ..... E-mail: .....

Nationalité : ..... Type de permis de travail : .....

Date de validité permis de travail (jour/mois/année) : .....

***L'exploitant est-il employeur ou a-t-il déjà été employeur durant les douze derniers mois :***     OUI     NON

## 7. LISTE DES PIÈCES A FOURNIR A L'APPUI DE LA REQUÊTE

### A) Pièces relatives à l'exploitant (titulaire de l'autorisation)

- 8.1 Copie de la **pièce d'identité**
- 8.2 Copie du **permis de séjour ou du permis de travail** autorisant l'exercice d'une activité lucrative à Genève<sup>2</sup>
- 8.3 **Certificat original de capacité civile** délivré par le Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant, daté de moins de trois mois avant le dépôt de la requête<sup>3</sup>  
<https://www.ge.ch/demander-certificat-capacite-civile>
- 8.4 Extrait original du **casier judiciaire suisse**, daté de moins de trois mois avant le dépôt de la requête, quel que soit le lieu de domicile  
[https://www.e-service.admin.ch/crex/cms/content/strafregister/strafregister\\_fr](https://www.e-service.admin.ch/crex/cms/content/strafregister/strafregister_fr)
- 8.5 Extrait original du **casier judiciaire du pays de domicile**, daté de moins de trois mois avant le dépôt de la requête<sup>4</sup>
- 8.6 **Certificat original de bonne vie et moeurs**, daté de moins de trois mois avant le dépôt de la requête<sup>5</sup>  
<https://www.ge.ch/demander-certificat-bonne-vie-moeurs-cbvm>
- 8.7 **Attestation prouvant que le propriétaire s'est acquitté envers ses employés des prestations sociales (AVS/AI)** durant les douze derniers mois précédant le dépôt de la requête<sup>6</sup>
- 8.8 **Attestation de soumission et/ou attestation prouvant l'acquittement** envers les employés des prestations sociales (LPP) durant les 12 derniers mois précédant la requête.<sup>6</sup>
- 8.9 Copie du **contrat de travail**<sup>7</sup>

### B) Pièces relatives à l'entreprise

- 8.10 **Extrait du registre du commerce** attestant que le requérant dispose d'un pouvoir de signature au sein de la personne morale  
<https://www.ge.ch/inscrire-au-registre-du-commerce-actualiser-ses-donnees/obtenir-extrait-son-inscription>
- 8.11 **Extrait du registre foncier**<sup>8</sup>  
<https://www.ge.ch/consulter-registre-foncier/demander-prestations-certifiees-du-registre-foncier>
- 8.12 Copie du **contrat de bail à loyer, de sous-location ou de gérance**
- 8.13 **Attestation du bailleur** (propriétaire des locaux) autorisant la sous-location ou la mise en gérance<sup>9</sup>

L'attention des requérants est attirée sur le fait que la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir peut :

- ordonner la production de tout document ou pièce lui permettant d'établir si les conditions d'octroi de l'autorisation sollicitée sont remplies

Le dossier n'est complet qu'à réception des pièces complémentaires et des éventuels préavis requis par la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir.

<sup>2</sup> Pièce à produire uniquement si l'exploitant n'est pas de nationalité suisse.

<sup>3</sup> Si le requérant n'est pas domicilié en Suisse et que son pays de domicile ne délivre pas ce type d'attestation, il doit produire à l'appui de sa requête, une attestation manuscrite, datée et signée, par laquelle il atteste avoir l'exercice des droits civils, ne pas faire l'objet d'une mesure de curatelle et jouir d'une bonne réputation.

<sup>4</sup> Pièce à produire uniquement si le requérant est domicilié hors de Suisse.

<sup>5</sup> Si le requérant n'est pas domicilié à Genève, il doit produire à l'appui de sa requête, tout document équivalent.

<sup>6</sup> Pièce à produire uniquement si le propriétaire est employeur ou qu'il a été employeur dans les douze derniers mois précédant le dépôt de la requête et si les employés sont ou étaient soumis à la LPP.

<sup>7</sup> La production de cette pièce n'est pas exigée si l'exploitant est également le propriétaire de l'établissement.

<sup>8</sup> Pièce à produire uniquement si le requérant est propriétaire des locaux.

<sup>9</sup> Pièce à produire uniquement si le requérant est sous-locataire des locaux ou s'il existe un contrat de gérance.

**ATTESTATION SUR L'HONNEUR**

Par leur signature, **les requérants attestent sur l'honneur que les informations contenues dans le présent formulaire, ainsi que les pièces produites, sont exactes et conformes à la réalité.** Toute information indiquée de manière volontairement erronée à la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir pourra remettre en cause la validité de l'autorisation délivrée.

**Exploitant (Titulaire de l'autorisation)**

Lieu : ..... Date : .....

Nom et prénom : ..... Signature manuscrite : .....

**Représentant(s) de l'entreprise<sup>10</sup>**

Lieu : ..... Date : .....

Nom et prénom : ..... Signature manuscrite : .....

Nom et prénom : ..... Signature manuscrite : .....

Envoyez ce formulaire avec toutes les pièces justificatives requises **par la poste** ou déposez tous les documents dans la **boîte aux lettres de la PCTN**

**Direction de la police du commerce et de lutte  
contre le travail au noir**

Secteur autorisations  
Rue de Bandol 1  
Case postale  
1213 Petit-Lancy 1

**Contact :** [pctn@etat.ge.ch](mailto:pctn@etat.ge.ch)**022 388 39 39**

Lundi au vendredi  
9h00 à 12h00  
14h00 à 16h00

**Guichets PCTN**

Mardi 9h00 - 11h00  
Mercredi 12h00 - 14h00  
Jeudi 14h00 - 16h00

<sup>10</sup> En cas de pouvoir de signature collectif : le présent formulaire n'est réputé valablement signé par la personne morale propriétaire de l'établissement que s'il est contresigné par les représentants pouvant engager conjointement la société propriétaire.